



Actualités OFS

3 Vie active et rémunération du travail

Neuchâtel, juillet 2015

Indicateurs du marché du travail 2015

Résultats commentés pour la période 2009–2015

(Extraits de la publication intégrale «Indicateurs du marché du travail 2015»)

Renseignements:

Patrick Walter, OFS, Section Travail et vie active, tél. 058 463 64 02

E-mail: patrick.walter@bfs.admin.ch

N° de commande: 206-1504

Abréviations dans les graphiques

CMT	Comptes globaux du marché du travail
CHOM-BIT	Statistique du chômage au sens du BIT
ESPA	Enquête suisse sur la population active
ESS	Enquête suisse sur la structure des salaires
EUROSTAT	Office statistique de l'Union européenne
ISS	Indice suisse des salaires
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
SPAO	Statistique de la population active occupée
STATEM	Statistique de l'emploi
SVOLTA	Statistique du volume du travail

Table des matières

2009–2014: Principales évolutions sur le marché suisse du travail	4
2009–2014: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail	6
2009–2014: La main-d'œuvre suisse et étrangère	8
2009–2014: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse	10
Situation du marché du travail au 1 ^{er} trimestre 2015 et perspectives à court terme	12
Le marché du travail suisse en comparaison internationale	14

«Indicateurs du marché du travail 2015»

Ce document est un extrait de la publication «Indicateurs du marché du travail», qui fournit des repères parmi la vaste gamme des données sur l'emploi. L'information y est structurée de manière à procurer une vue d'ensemble du marché suisse du travail et des statistiques qui s'y rapportent. Parmi les domaines traités, on trouve l'activité professionnelle, les heures de travail, le chômage, les places vacantes, les aspects dynamiques du marché du travail, la structure et l'évolution des salaires.

Après une première partie consacrée aux résultats commentés pour la période 2009–2015, cette publication passe en revue les définitions des principaux indicateurs du marché du travail. Un chapitre spécifique décrit ensuite les aspects méthodologiques des différentes sources statistiques. Enfin la dernière partie de cet ouvrage est constituée de près de soixante tableaux présentant en détail les résultats des différentes statistiques du marché du travail.

La publication intégrale «Indicateurs du marché du travail 2015» sera disponible dès le 20 août 2015.

N° de commande: 206-1502

Commandes: tél. 058 463 60 60, fax 058 463 60 61, order@bfs.admin.ch

Prix: Fr. 25.–; env. 132 pages

2009–2014: Principales évolutions sur le marché suisse du travail

La croissance économique qui a suivi la crise financière a fait croître, sur l'ensemble des cinq années considérées (2009 à 2014), le nombre de personnes actives occupées en Suisse. Si le taux de chômage selon le SECO (personnes enregistrées comme chômeurs dans un office régional de placement ORP) a diminué, celui au sens du BIT (selon la définition du Bureau international du travail BIT) se situe à un niveau plus élevé que cinq ans auparavant. En outre, le nombre de places vacantes s'est accru et elles ont parfois été difficiles à repourvoir. Le marché suisse du travail est performant en comparaison internationale.

L'économie suisse à nouveau sur le chemin de la croissance après la crise financière

Après le déclin économique enregistré pendant la crise financière, la Suisse a retrouvé le chemin de la croissance au 1^{er} trimestre 2010 (par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente). Après six trimestres d'une croissance soutenue supérieure à 2,0%, une phase de croissance modérée a suivi à partir du troisième trimestre 2011. L'économie suisse a retrouvé des couleurs au deuxième trimestre 2013 et a enregistré un taux de croissance de 2,0% en moyenne jusqu'au quatrième trimestre 2014.

Taux de chômage au sens du BIT en hausse malgré la bonne santé économique et la progression du nombre des actifs occupés

Selon la statistique de la population active occupée (SPA0), qui repose sur une enquête auprès des ménages (ESPA), le nombre d'actifs occupés a augmenté de 7,2% à 5,0 millions entre le deuxième trimestre 2009 et le deuxième trimestre 2014. La statistique de l'emploi (STATEM), qui est basée sur une enquête auprès des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire, a affiché parallèlement une hausse du nombre d'emplois de 5,8% à 4,2 millions.

Parallèlement, le nombre de chômeurs au sens du BIT a bondi de 14,0% (+25'600 personnes). En revanche, le nombre de personnes enregistrées comme chômeurs auprès des ORP au 2^e trimestre 2014 est inférieur (-4,4%, -6000) à celui observé cinq ans auparavant. Une partie plus importante des chômeurs au sens du BIT ne se sont donc pas annoncés à l'office du travail. Par ailleurs, la 4^e révision de l'AC, entrée en vigueur le 1^{er} avril 2011, a introduit entre autres certaines réductions ciblées de prestations. Ces évolutions ont fait, entre 2009 et 2014, croître le taux de chômage au sens du BIT de 0,3 point à 4,4% et baisser le taux de chômage selon le SECO de 0,5 point à 3,0%.

Hausse du nombre de places vacantes et plus grandes difficultés à recruter du personnel qualifié

Au deuxième trimestre 2014, le nombre places vacantes était bien plus élevé (52'500) qu'il y a cinq ans (41'800). Cela représente une augmentation de 25,5%. Parallèlement, les entreprises ont eu plus de peine à recruter du personnel diplômé d'une haute école ou ayant un diplôme de formation professionnelle supérieure, et ce même si le taux de chômage au sens du BIT a augmenté de 0,3 point à 3,0% dans ce groupe de personnes. Les entreprises ont pu recruter plus facilement des personnes ayant pour formation achevée la plus élevée un apprentissage professionnel ou la scolarité obligatoire, ce qui était déjà le cas il y a cinq ans. Ces deux groupes de personnes présentent un taux de chômage au sens du BIT (de respectivement 4,3% et 8,3%) bien supérieur à celui des personnes diplômées du degré tertiaire (3,0%).

Taux de chômage au sens du BIT en hausse chez les hommes

D'un point de vue structurel, la période 2009–2014 a vu le taux de chômage des hommes se rapprocher de celui des femmes. Au deuxième trimestre 2014, 4,3% des hommes et 4,5% des femmes étaient au chômage au sens du BIT; l'écart entre les deux sexes était plus important cinq ans plus tôt (3,8% chez les hommes contre 4,5% chez les femmes). En 2014, le travail à temps partiel était toujours plus important chez les femmes (60,0%) que chez les hommes (16,6%). Le nombre d'hommes travaillant à temps partiel a connu une croissance prononcée ces cinq dernières années (+33,6% contre +10,3% pour les femmes).

Forte immigration de main-d'œuvre étrangère

Le nombre de personnes actives de nationalité étrangère (actifs occupés plus chômeurs au sens du BIT) a progressé de 18,7% entre le deuxième trimestre 2009 et le deuxième trimestre 2014 pour atteindre 1,562 million. Au cours de la même période, le nombre de personnes actives de nationalité suisse s'est accru de 3,2% à 3,549 millions. L'immigration nette est soumise à des fluctuations relativement fortes (entre 25'000 en 2009 et 78'000 en 2011), mais elle est bien plus élevée depuis le début du siècle que dans les années 1990. La population résidente étrangère est nettement plus touchée par le chômage que celle de nationalité suisse (respectivement 7,9% et 3,2% au 2^e trimestre 2014). Cette différence s'est accrue au cours des cinq dernières années (respectivement +0,7 point et +0,0 point).

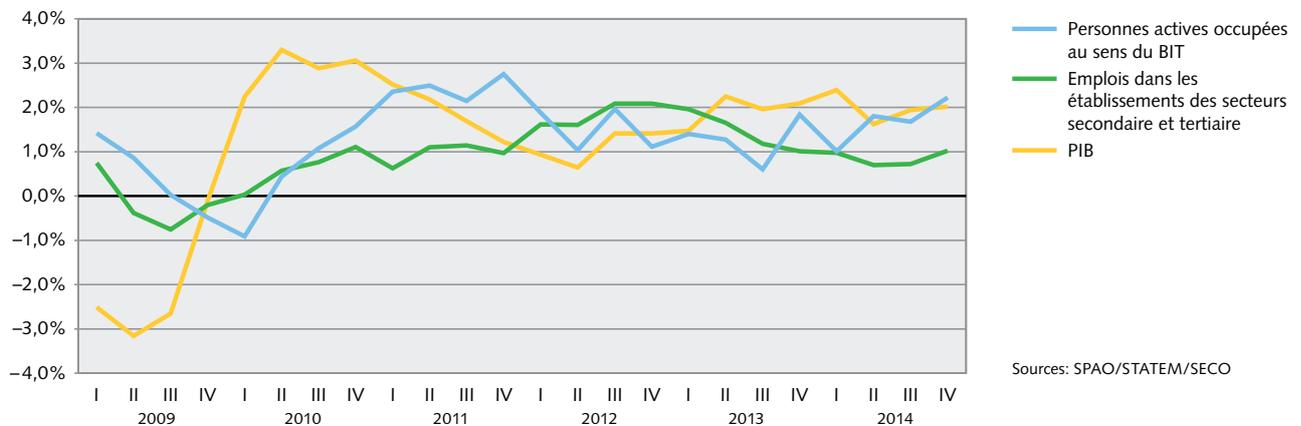
Marché suisse du travail performant en comparaison internationale

Le taux de chômage au sens du BIT en Suisse (4,4% au deuxième trimestre 2014) est inférieur de près de moitié au taux moyen de l'Union européenne (UE-28: 10,1%). Seule la Norvège présente un plus faible taux de chômage au sens du BIT (3,3%). Le taux d'activité des femmes et la part d'actifs occupés à temps partiel sont en outre nettement plus élevés en Suisse que dans la plupart des autres pays européens.

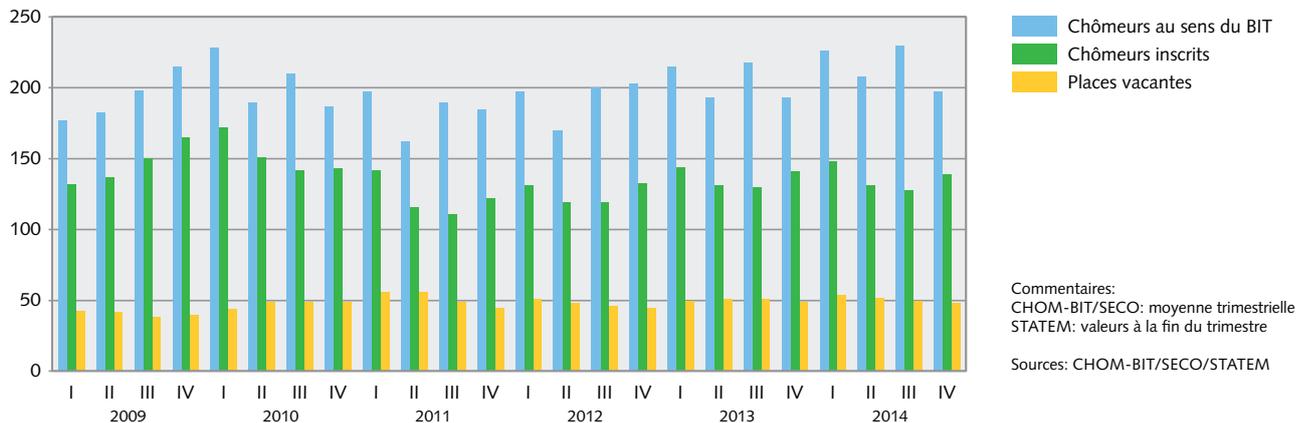
Croissance des salaires nominaux de 0,8% en 2014

En 2014, les salaires nominaux ont affiché une progression de 0,8% par rapport à 2013, similaire à celles enregistrées les deux années précédentes (+0,7% en 2013, +0,8% en 2012). Les décisions en matière de revalorisation salariale pour 2014 ont été, en général, prises à l'automne 2013, alors que la conjoncture mondiale s'était progressivement redressée. A cette même période, le taux d'inflation pour 2014 était estimé à +0,3%. Durant les cinq dernières années, de 2010 à 2014, les salaires nominaux tout comme les salaires réels ont progressé de 0,8% en moyenne annuelle.

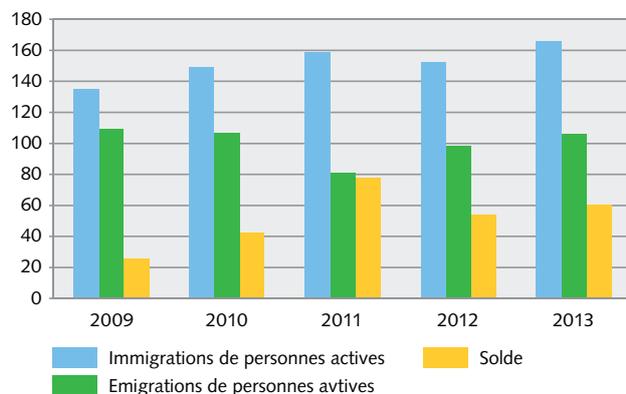
Variation du produit intérieur brut (PIB en termes réels), du nombre de personnes actives occupées et du nombre d'emplois, par rapport à l'année précédente, en pour cent, 2009–2014



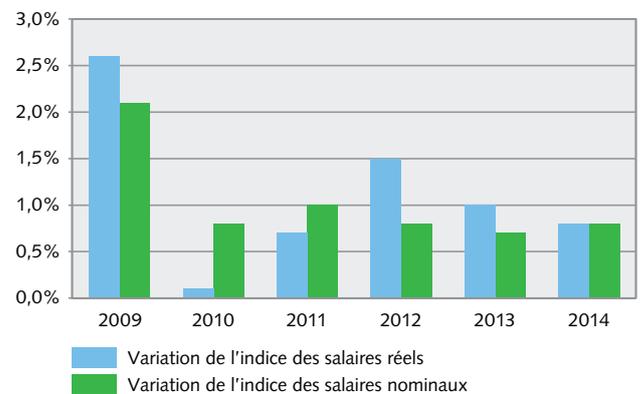
Chômeurs au sens du BIT, chômeurs inscrits et places vacantes, en milliers, 2009–2014



Migration de main-d'oeuvre, en milliers, 2009–2013



Variation de l'indice des salaires nominaux et de l'indice des salaires réels, par rapport à l'année précédente, en pour cent, 2009–2014



2009–2014: La situation des hommes et des femmes sur le marché du travail

De 2009 à 2014, la proportion des femmes participant au marché du travail est restée stable. Hommes et femmes sont toujours plus nombreux à travailler à temps partiel. Les femmes restent cependant proportionnellement nettement plus nombreuses que les hommes à exercer une activité professionnelle à temps partiel (60,0% contre 16,6%). Le taux de chômage au sens du BIT des hommes a augmenté au fil des ans et se situe maintenant à un niveau comparable à celui des femmes, soit à environ 4,4%. Les femmes gagnent en moyenne 18,4% de moins que les hommes. Seule une partie de cette différence peut être expliquée par des critères objectifs.

La part des femmes actives reste inchangée

Entre le deuxième trimestre 2009 et le deuxième trimestre 2014, le nombre d'hommes actifs (hommes actifs occupés et chômeurs au sens du BIT confondus) a progressé de 7,4% (2,781 millions au 2^e trimestre 2014) et celui des femmes actives a augmenté à peu près dans la même proportion (+7,6%; 2,330 millions au 2^e trimestre 2014). La part de ces dernières dans la population active est ainsi demeurée inchangée en cinq ans (45,6%). Le nombre des femmes actives occupées a toutefois plus fortement augmenté (+7,6%) que celui des hommes (+6,9%), tandis que le nombre des femmes au chômage selon le BIT progressait de 7,1% et que celui des hommes se trouvant dans la même situation s'accroissait de 21,1%. Cette évolution a entraîné une réduction de la part des femmes parmi les chômeurs au sens du BIT, laquelle est passée de 50,7% en 2009 à 47,7% en 2014 (deuxième trimestre dans les deux cas).

Le temps partiel continue de progresser

Le temps partiel est nettement plus répandu chez les femmes que chez les hommes: au deuxième trimestre 2014, 60,0% des femmes actives occupées travaillaient à temps partiel (leur taux d'occupation était inférieur à 90%), contre 16,6% des hommes actifs occupés. Entre le deuxième trimestre 2009 et le deuxième trimestre 2014, le nombre d'actifs occupés à temps partiel a cependant augmenté aussi bien chez les femmes (+10,3%) que chez les hommes (+33,6%).

La distribution inégale du temps partiel est une des raisons qui expliquent que les femmes ne contribuent que pour un peu plus d'un tiers au volume total des heures effectives de travail (38,0% en 2014).

Les femmes travaillent plus souvent dans le secteur des services que les hommes

L'évolution des actifs occupés a été comparable dans les trois secteurs économiques (1: agriculture, 2: industrie, 3: services) entre le deuxième trimestre 2009 et le deuxième trimestre 2014: si la progression a été inférieure à la moyenne pour les hommes et les femmes occupés dans le secteur secondaire, elle s'est située au-dessus de la moyenne pour les deux sexes dans les secteurs tertiaire et primaire (respectivement +8,2% et 13,7% chez les hommes et +8,1% et 12,2% chez les femmes). La part des femmes exerçant un emploi dans le secteur des services est nettement supérieure à celle des hommes (4^e trimestre 2014: 86,2% contre 64,1%). La part des femmes n'atteint que 10,9% dans l'industrie et 2,9% dans l'agriculture. Parmi les hommes actifs occupés, 31,7% travaillent dans l'industrie et 4,2% dans l'agriculture.

Un taux plus élevé de chômage au sens du BIT malgré la récente reprise économique

Au début de la période sous revue, soit au premier trimestre 2009, le taux de chômage au sens du BIT était de 3,7% chez les hommes et de 4,3% chez les femmes. La récession économique amorcée au quatrième trimestre 2008 (PIB par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente) a fait augmenter ce taux les trimestres suivants: il est passé jusqu'au premier trimestre 2010 à 5,0% chez les hommes et à 5,3% chez les femmes. En 2010 l'économie a repris de la vigueur. Il en est résulté une baisse des taux de chômage au sens du BIT à 3,5% pour les hommes et à 3,7% pour les femmes jusqu'au deuxième trimestre 2011. La dynamique économique a cependant ralenti en 2011 et en 2012: les taux de chômage ont eu tendance à augmenter et le taux de chômage des hommes à se rapprocher de celui des femmes en 2013, pour atteindre 4,7% au troisième trimestre 2013 tant pour les hommes que pour les femmes. Le taux a diminué lors des trimestres suivants, bien plus fortement chez les hommes que chez les femmes.

Si l'on considère l'ensemble de la période allant du deuxième trimestre 2009 au deuxième trimestre 2014, le taux de chômage des hommes a rejoint celui des femmes. Le premier a progressé de 0,5 point alors que le second est resté au même niveau après cinq ans (4,5%).

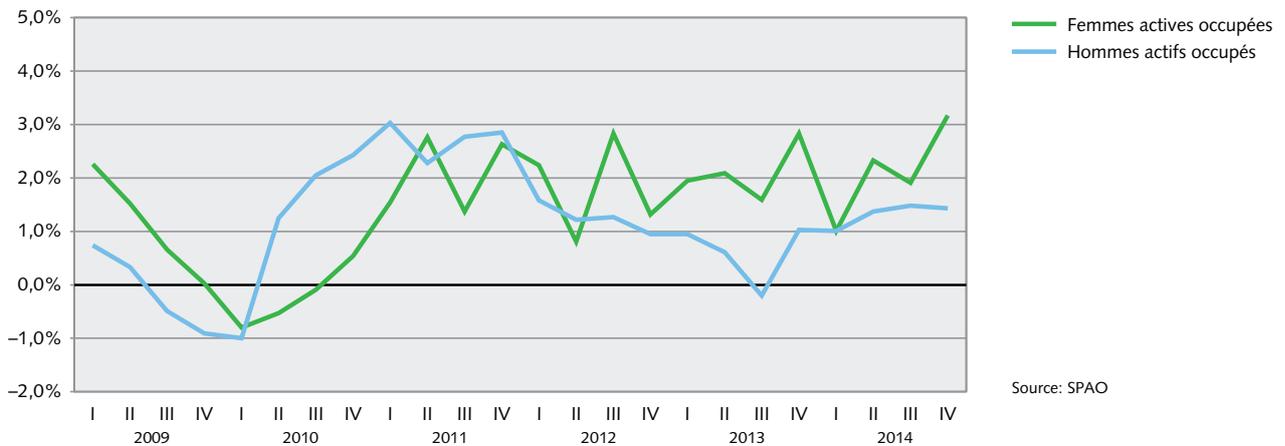
Les femmes gagnent moins que les hommes

En 2012, le salaire mensuel brut des femmes dans l'économie totale était de 5808 francs, et celui des hommes de 6840 francs. La différence salariale a diminué depuis 2008 passant de 16,6% à 15,6% en 2010, et 15,1% en 2012. Dans l'économie privée, l'écart salarial était en 2012 de 18,9%, contre 18,4% en 2010 et 19,4% en 2008. Dans le secteur public, elle atteignait 13,6% en 2012.

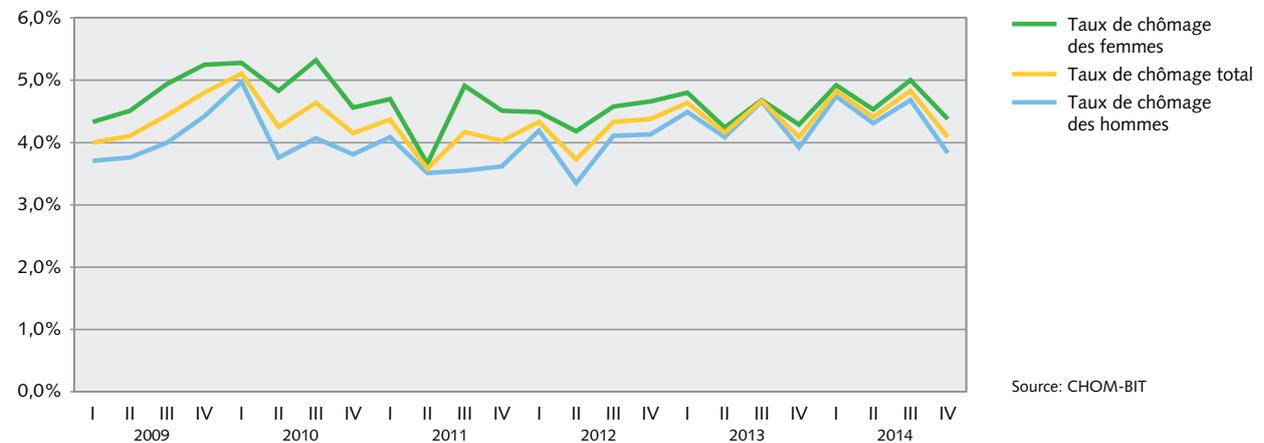
Selon une analyse mandatée par l'Office fédéral de la statistique, 62,4% de la différence salariale de 2010 (secteur privé) peuvent s'expliquer par des structures objectivement différentes comme le niveau hiérarchique, l'ancienneté ou la formation. 37,6% de la différence reposent sur des facteurs inexpliqués¹.

¹ www.statistique.ch → Thèmes → 03 – Travail, rémunération → Salaires et revenus du travail → Indicateurs → Niveau des salaires → par sexe

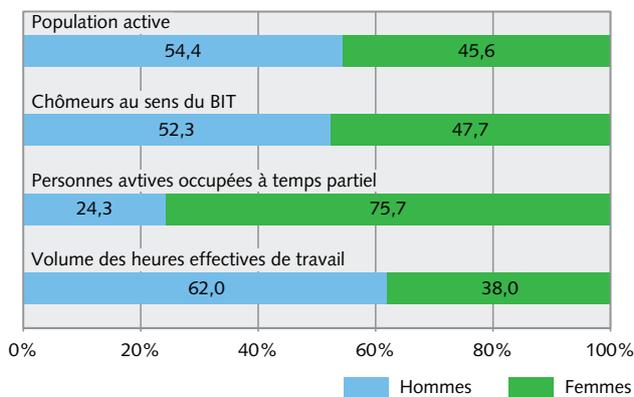
Variation du nombre d'actifs occupés selon le sexe, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2009–2014



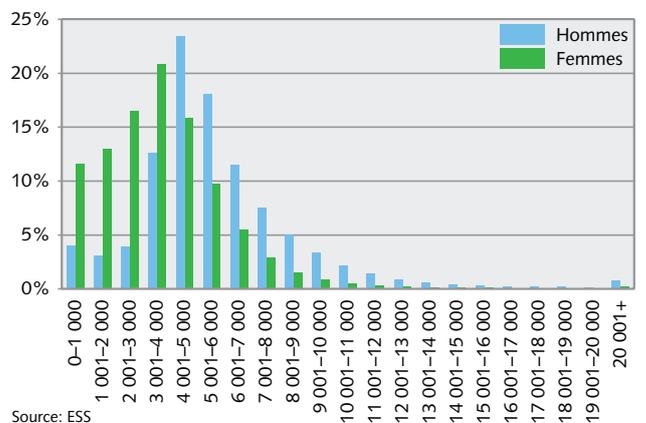
Taux de chômage au sens du BIT et selon le sexe, en pour cent, 2009–2014



Répartition hommes/femmes de la pop. active, des chômeurs au sens du BIT, des pers. actives occupées à temps partiel (au 2^e trimestre 2014 dans les trois cas) et du volume des heures effectives de travail (2014), en pour cent



Répartition des salariés (en pour cent) selon les classes de salaires (salaire mensuel net en francs) et le sexe, secteur privé et secteur public ensemble, 2012



2009–2014: La main-d'œuvre suisse et étrangère

Depuis 2001, la Suisse connaît une forte immigration de main-d'œuvre étrangère. De 2009 à 2014, le nombre de personnes actives de nationalité étrangère a augmenté environ six fois plus fortement que celui des personnes actives de nationalité suisse. Sans les naturalisations, la différence serait encore plus marquée. Sur l'ensemble de la période sous revue, le taux de chômage au sens du BIT des étrangers était deux à trois fois plus élevé que celui des Suisses. Enfin, ces derniers ont des salaires plus élevés que ceux des travailleurs étrangers.

Forte immigration de main-d'œuvre étrangère

Entre le deuxième trimestre 2009 et le deuxième trimestre 2014, le nombre d'actifs étrangers (étrangers actifs occupés et étrangers chômeurs au sens du BIT confondus) a progressé environ six fois plus rapidement que celui des personnes actives de nationalité suisse (+18,7% à 1,562 million contre +3,2% à 3,549 millions). A la fin de l'année 2009, cette progression a été stoppée par la crise économique et la population active de nationalité étrangère n'a plus enregistré qu'une légère hausse de 0,2% au premier trimestre 2010 par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. A partir du premier trimestre 2011, la population active étrangère s'est remise à augmenter nettement pour atteindre au quatrième trimestre 2011 un niveau record de +5,0% en comparaison annuelle. Cette hausse importante est le résultat d'une forte immigration: sur l'ensemble de la période 2009–2013, les immigrations de main-d'œuvre étrangère ont dépassé de 275'000 personnes les émigrations. Les migrations d'actifs de nationalité suisse présentaient par contre un solde négatif de 15'000 personnes durant la même période. Les naturalisations jouent un rôle dans la structure de la population active: de 2009 à 2013, quelque 114'000 personnes actives étrangères ont acquis la nationalité suisse. Sans ces naturalisations, l'effectif de la population active étrangère aurait augmenté de 27,3% entre 2009 et 2014, alors que celui de la population active suisse serait resté pratiquement stable (-0,1%). Au deuxième trimestre 2014, la part des étrangers dans la population active représentait 30,6% contre 27,7% cinq ans plus tôt.

Le chômage touche davantage les personnes étrangères

Au deuxième trimestre 2014, la population active de nationalité suisse se composait de 3,436 millions d'actifs occupés et de 113'000 chômeurs au sens du BIT. Le taux de chômage au sens du BIT de la population suisse s'élevait ainsi à 3,2%. Si ce taux a varié entre 2,6% (2011) et 3,9% (2014) au cours de la période sous revue pour la population de nationalité suisse, la situation des étrangers a été moins favorable: au deuxième trimestre 2014, 1,467 million d'entre eux étaient actifs occupés et 96'000 étaient au chômage au sens du BIT. En cinq ans, le taux de chômage au sens du BIT des étrangers a progressé de 0,7 point (2^e trimestre 2009: 7,2%; 2^e trimestre 2014: 7,9%), mais il avait atteint le niveau record de 10,4% au premier trimestre 2010. Ces chiffres montrent que les étrangers sont davantage exposés au risque de chômage. Ce risque plus grand tient entre autres au fait qu'une proportion comparativement importante de personnes actives de nationalité étrangère n'a pas achevé d'autre formation que l'école obligatoire (25,6% contre 11,5% des Suisses).

Moins de temps partiel chez les étrangers

Entre le deuxième trimestre 2009 et le deuxième trimestre 2014, la part des personnes travaillant à temps partiel a légèrement augmenté tant chez les Suisses (+3,8 points à 40,3%) que chez les étrangers (+1,9 point à 25,4%). Ce mode de travail est très répandu chez les femmes, mais il l'est bien plus chez les Suissesses que chez les étrangères: au deuxième trimestre 2014, les premières étaient 64,0% à travailler à temps partiel, les secondes 45,8%. Chez les hommes, les proportions correspondantes étaient de 18,7% et 10,7%. La plupart des actifs occupés étrangers sont salariés (95,5% contre 87,4% des Suisses). Seuls 4,5% ont le statut d'indépendants ou travaillent dans l'entreprise familiale. Cette différence par rapport aux Suisses est liée à différents facteurs: à la problématique de l'intégration s'ajoute l'impossibilité pour les personnes étrangères de la première génération de reprendre une entreprise en mains familiales. Comparée à la population suisse, une part relativement importante de la population de nationalité étrangère est par ailleurs âgée de moins de 40 ans (alors que la proportion d'indépendants est bien plus élevée chez les 40 à 64 ans que dans les autres groupes d'âges).

La part des travailleurs frontaliers étrangers augmentée

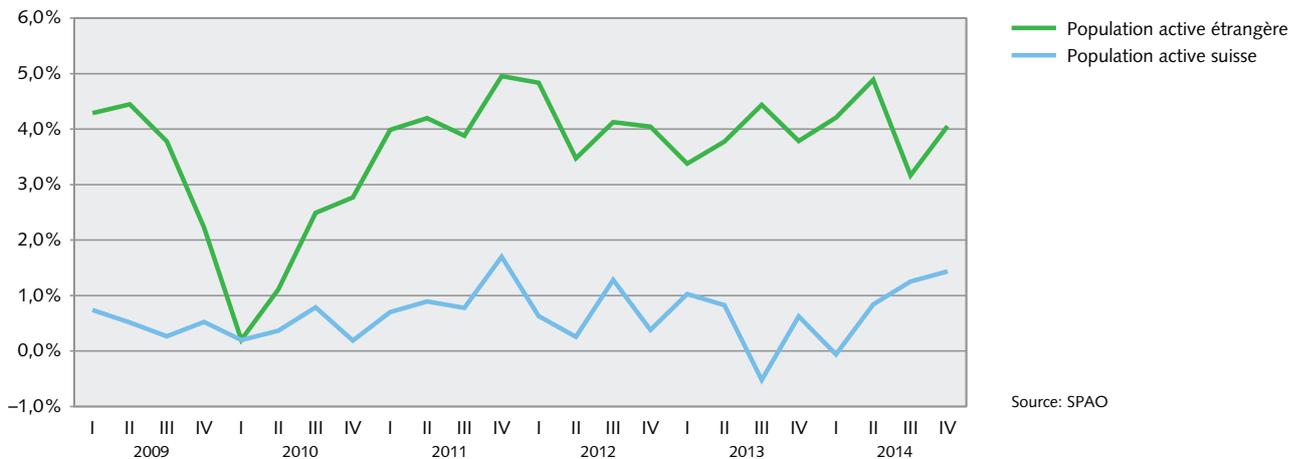
La structure de la population active occupée de nationalité étrangère selon le statut d'établissement n'a que légèrement changé au cours des cinq dernières années: la part des titulaires d'une autorisation de séjour (livret B) a baissé de 1,4 point à 26,5% entre le deuxième trimestre 2009 et le deuxième trimestre 2014. La part des étrangers titulaires d'une autorisation d'établissement (livret C) et celle des titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée ont également diminué (respectivement de 49,2% à 48,7% et de 3,8% à 3,5%). On observe par contre une légère progression pour les frontaliers (livret G) pendant la période considérée (+1,8 point à 19,4%).

Conditions salariales plus favorables pour les Suisses

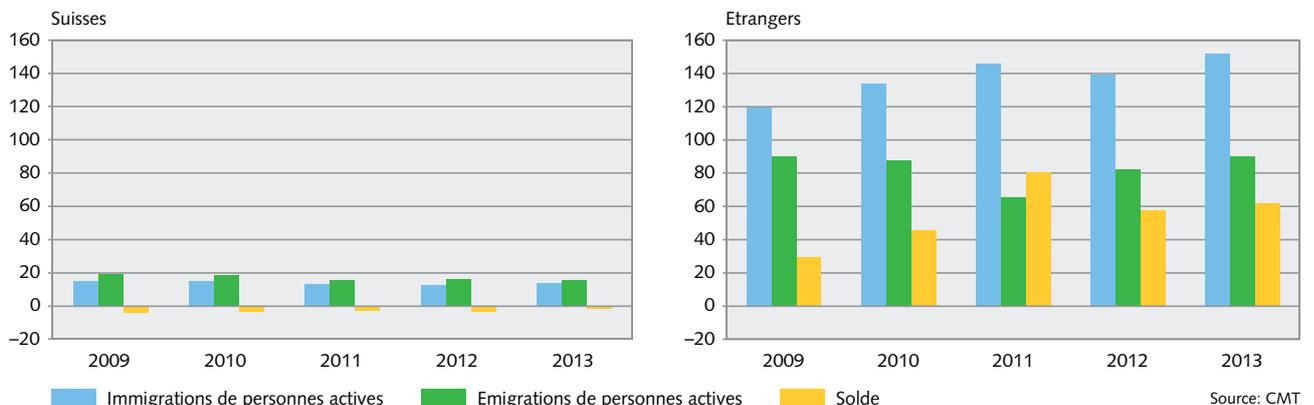
En 2012, le niveau de rémunération de la main-d'œuvre étrangère était globalement inférieur à celui des salariés suisses (resp. 5797 francs et 6720 francs). On observe ainsi un écart salarial de 13,7% en faveur de la main-d'œuvre suisse. Ces chiffres ne permettent cependant pas de conclure à une inégalité de traitement: d'une part les travailleurs étrangers sont en moyenne plus jeunes et d'autre part, d'importantes différences subsistent entre Suisses et étrangers en termes de niveau de formation et de répartition entre les branches économiques.

Entre 2008 et 2012, le niveau salarial médian des salariés étrangers (tous types d'autorisation de séjour confondus) a augmenté de 7,1% tandis que celui des salariés de nationalité suisse a connu une hausse de 5,9%. A l'exception des frontaliers (+4,9%), toutes les catégories d'étrangers sous revue ont bénéficié d'une progression salariale plus favorable que celle de leurs collègues suisses.

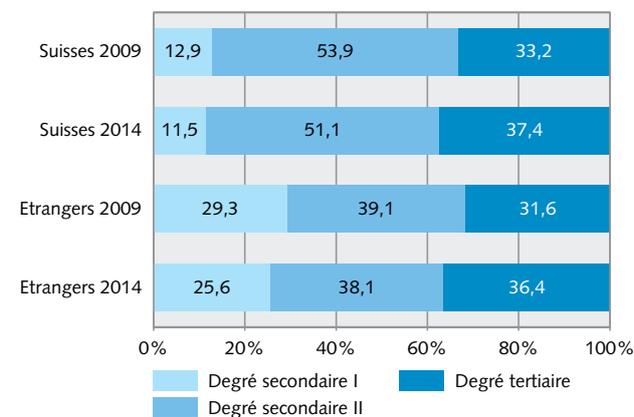
Variation de la population active selon la nationalité, par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, en pour cent, 2009–2014



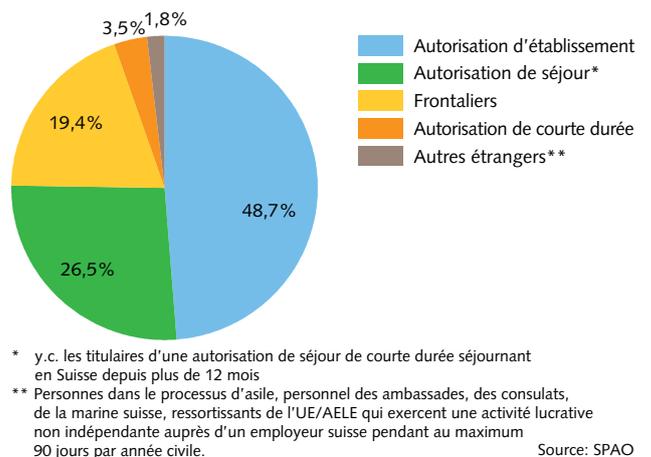
Migration de personnes actives selon la nationalité, en milliers, 2009–2013



Niveau de formation des personnes actives selon la nationalité, en pour cent, 2^e trimestre 2009 et 2^e trimestre 2014



Composition de la population active occupée étrangère selon l'autorisation de résidence, en pour cent, 2^e trimestre 2014



* y.c. les titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée séjournant en Suisse depuis plus de 12 mois

** Personnes dans le processus d'asile, personnel des ambassades, des consulats, de la marine suisse, ressortissants de l'UE/AELE qui exercent une activité lucrative non indépendante auprès d'un employeur suisse pendant au maximum 90 jours par année civile.

2009–2014: La situation dans les sept grandes régions de la Suisse

Pendant la période considérée, le nombre des actifs occupés a enregistré une progression supérieure à la moyenne dans deux grandes régions: le Tessin et la Région lémanique. La Région lémanique accueille environ un tiers de tous les frontaliers travaillant en Suisse. Le taux de chômage au sens du BIT a augmenté de 0,3 point ces cinq dernières années à l'échelle de toute la Suisse. On a cependant observé des différences entre les grandes régions: si ce taux a fortement augmenté au Tessin et en Suisse centrale, il a reculé en Suisse orientale et dans la Suisse du Nord-Ouest. Pendant toute la période considérée (2009 à 2014), il a toujours été supérieur de 2 points à la moyenne suisse dans la Région lémanique et au Tessin.

Forte progression des actifs occupés au Tessin

Au niveau suisse, le nombre des actifs occupés a progressé de 7,2% entre le deuxième trimestre 2009 et le deuxième trimestre 2014. La plus forte hausse a été observée au Tessin (+12,5%) et dans la Région lémanique (+11,1%). Au deuxième trimestre 2014, l'Espace Mittelland comptait le plus de personnes actives occupées (1,0 million), devant Zurich (971'000) et la Région lémanique (919'000).

Un tiers des frontaliers travaillent dans la Région lémanique

Au quatrième trimestre 2014, 287'000 frontaliers travaillaient en Suisse. Un tiers environ dans la Région lémanique (34,8%), un quart dans la Suisse du Nord-Ouest (23,4%) et un cinquième au Tessin (21,5%). Ces trois grandes régions accueillent donc ensemble quelque quatre cinquièmes des frontaliers.

Dans la Région lémanique (10,7%) comme dans la Suisse du Nord-Ouest (9,7%), un actif occupé sur dix était un frontalier au quatrième trimestre 2014. La part correspondante est bien plus élevée au Tessin, où la main-d'œuvre frontalière représente 26,2% des actifs occupés.

Hausse du taux de chômage au sens du BIT en Suisse centrale et au Tessin

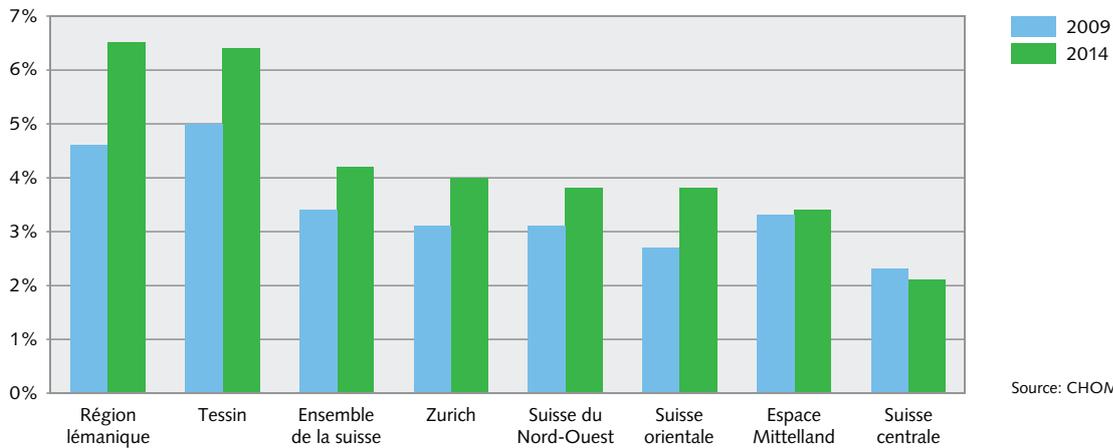
Entre le deuxième trimestre 2008 et le premier trimestre 2010, le taux moyen suisse de chômage au sens du BIT a augmenté de 3,4% à 5,1% suite à une détérioration de la conjoncture. Cette évolution a touché toutes les grandes régions. La hausse la plus forte a été enregistrée dans la Région lémanique, où le taux a atteint 8,2% (+3,6 points). Entre le premier trimestre 2010 et le deuxième trimestre 2011, le taux a reculé au niveau suisse de 5,1% à 3,6%, avant de se remettre à augmenter jusqu'au deuxième trimestre 2013 (4,2%).

Sur l'ensemble des cinq années considérées (du 2^e trimestre 2009 au 2^e trimestre 2014), le taux de chômage au sens du BIT a progressé au niveau suisse de 4,1% à 4,4%. On observe cependant des différences entre les grandes régions: la Suisse orientale et la Suisse du Nord-Ouest ont enregistré une baisse de respectivement 0,6 point et 0,4 point (à respectivement 2,8% et 4,1%). Le taux de chômage au sens du BIT a par contre augmenté dans les autres grandes régions: Tessin; de 5,1% à 6,6%; Suisse centrale: de 2,7% à 3,7%; Zurich: de 3,8% à 4,5%; Espace Mittelland: de 3,6% à 4,1%; Région lémanique: de 5,9% à 6,2%.

La région zurichoise propose les salaires les plus élevés

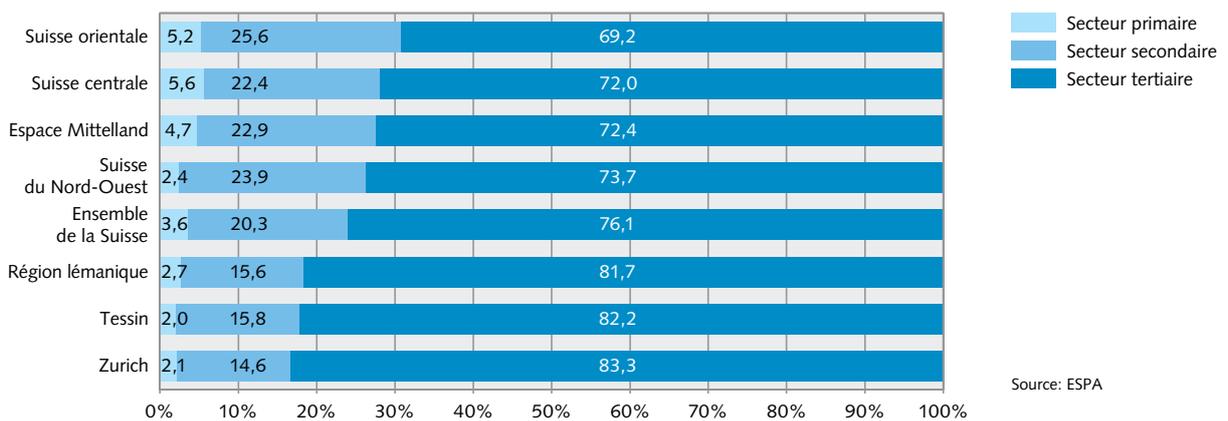
La situation salariale en 2012 variait selon la grande région: avec un salaire brut standardisé médian de 5388 francs par mois, les salariés du Tessin étaient les moins bien rémunérés. Ils gagnaient 21,9% de moins que les salariés de la région de Zurich (6900 francs), les mieux payés de Suisse (abstraction faite des différences du coût de la vie). L'écart de salaire entre les deux régions a augmenté de 3,9 points par rapport à 2010 (18,0%). Le niveau des salaires des cinq autres grandes régions divergeait moins et se situait en 2012 entre ces deux extrêmes: 6653 francs dans la Suisse du Nord-Ouest, 6558 francs dans la Région lémanique, 6313 francs en Suisse centrale, 6308 francs dans l'Espace Mittelland et 5933 francs en Suisse orientale.

Taux de chômeurs au sens du BIT par grande région, en pour cent, 2^e trimestre 2009 et 2014



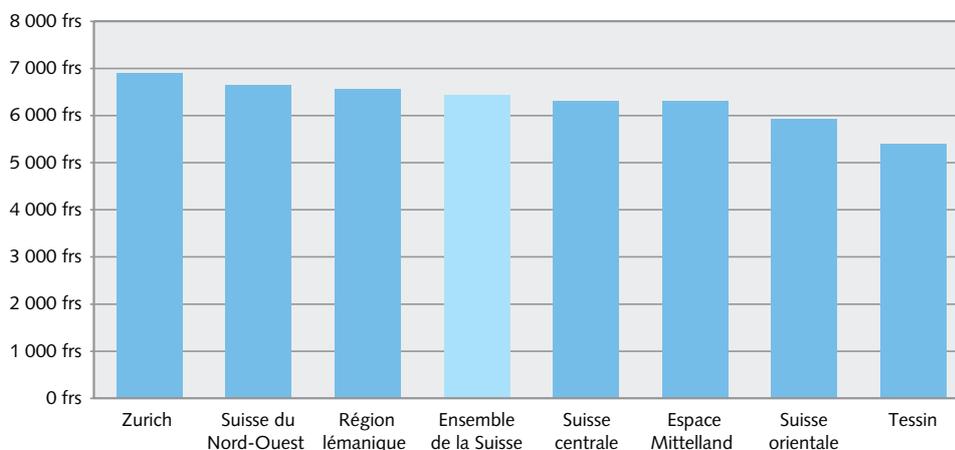
Source: CHOM-BIT

Répartition des personnes actives occupées dans les différents secteurs économiques, par grande région, en pour cent, moyenne annuelle 2014



Source: ESPA

Salaires mensuels bruts standardisés (médiane) par grande région, en francs, 2012, secteur privé et secteur public ensemble



Source: ESS

Situation du marché du travail au 1^{er} trimestre 2015 et perspectives à court terme

Le nombre des actifs occupés et des emplois a augmenté au premier trimestre 2015 par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. Si le taux de chômage au sens du BIT a reculé, le taux de chômage selon le SECO a enregistré une légère hausse. Les places vacantes étaient moins nombreuses et malgré cela, les difficultés à recruter du personnel qualifié ont été plus importantes dans le secteur secondaire qu'il y a un an. Par contre, l'indicateur des perspectives d'emploi fait entrevoir pour le deuxième trimestre 2015 un accroissement du nombre d'emplois.

Hausse du nombre de personnes actives occupées et de celui des emplois

Au premier trimestre 2015, le nombre des actifs occupés a progressé de 136'000 ou de 2,8% par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. La hausse a été plus élevée chez les femmes (+4,1%) que chez les hommes (+1,7%) et plus faible pour les personnes actives occupées suisses (+2,1%) que pour celles de nationalité étrangère (+4,5%). Chez ces dernières, le nombre de personnes titulaires d'une autorisation de séjour B (en règle générale valable cinq ans et renouvelable) s'est nettement accru en comparaison annuelle (+8,9%). En revanche, le nombre de titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée (-7,6%) et celui des titulaires d'un livret C (-4,0%) ont fortement diminué. La hausse du nombre des actifs occupés a été plus forte dans le secteur tertiaire (+3,3%) que dans le secteur secondaire (+2,5%).

Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, le nombre des actifs occupés a progressé bien plus nettement (+2,8%) que celui des emplois (+0,8%). Les évolutions différentes du nombre des actifs occupés (statistique de la population active occupée SPAO) et du nombre des emplois (statistique de l'emploi STATEM) peuvent, entre autres, résulter des différences quant à l'univers de base (ménages pour l'une et entreprises pour l'autre), à l'unité statistique (personnes pour l'une et emplois pour l'autre) et quant à la période de référence (moyenne trimestrielle pour l'une et fin du trimestre pour l'autre). Lorsque la conjoncture se détériore, la SPAO tend à donner souvent une image plus positive que la STATEM.

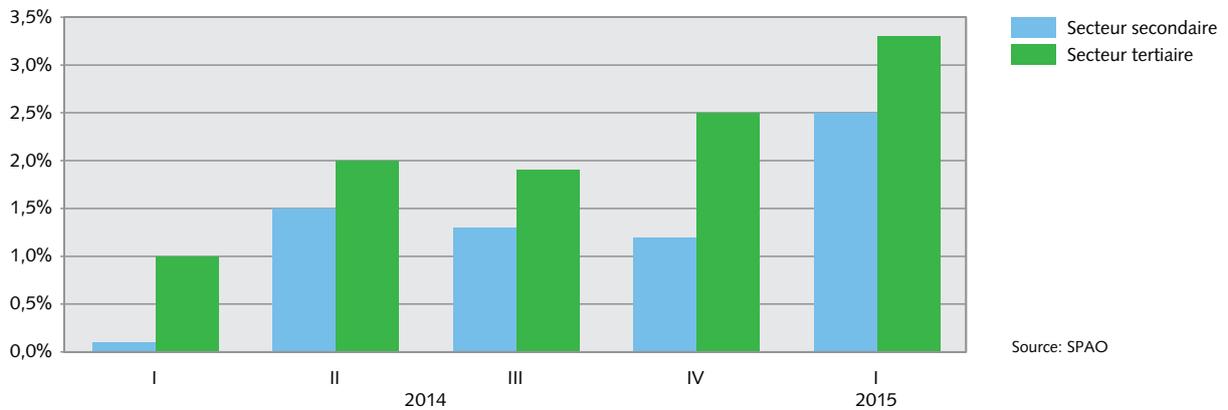
Baisse du taux de chômage au sens du BIT

Au premier trimestre 2015, 212'000 personnes étaient au chômage en Suisse selon la définition du Bureau international du Travail (BIT), soit 15'000 de moins qu'un an auparavant. Ces chômeurs au sens du BIT représentaient 4,4% de la population active, contre 4,8% au premier trimestre 2014. Le taux de chômage selon le SECO se situait à 3,4% en mars 2015, soit un niveau supérieur de 0,1 point à celui de mars 2014. Ce taux représente en chiffres absolus quelque 145'000 personnes enregistrées en mars 2015 comme chômeurs dans un office régional de placement et une hausse de 2000 personnes par rapport à 12 mois auparavant. Le nombre de demandeurs d'emploi non chômeurs (effectifs principalement composés de personnes en programme d'emploi temporaire, en programme de reconversion et de perfectionnement ainsi que de personnes en gain intermédiaire) a aussi progressé entre mars 2014 (57'000) et mars 2015 (59'000). La hausse se chiffre à quelque 2000 personnes.

Prévisions d'évolution de l'emploi

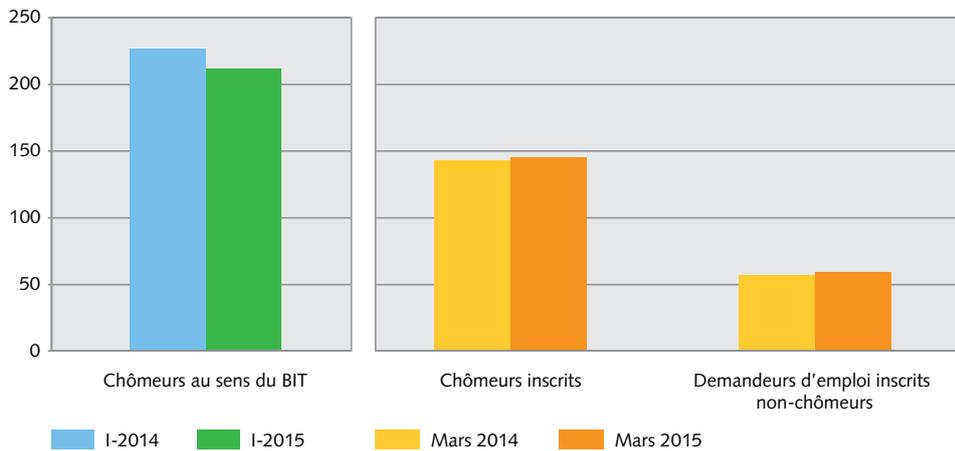
Les indicateurs à court terme de la statistique de l'emploi laissent entrevoir que les effectifs vont d'une manière générale augmenter ou du moins rester au même niveau pendant le trimestre à venir. L'indicateur des prévisions d'évolution de l'emploi, qui représente les attentes des entreprises quant à l'évolution de l'emploi dans les trois mois suivants, a baissé par rapport à l'année précédente (1,03; -1,5%) mais restait supérieur à 1,00, dans le secteur secondaire (1,02; -3,8%) comme dans le secteur tertiaire (1,03; -0,7%). Au premier trimestre 2015, on dénombrait 51'000 places vacantes dans l'économie totale, soit 3200 de moins (-6,0%) qu'au premier trimestre 2014. Le recul a été nettement plus fort dans le secteur secondaire (-2200 unités; -15,9%) que dans le secteur tertiaire (-1000 unités; -2,5%). Malgré la baisse du nombre de places vacantes, la part des entreprises ayant eu des difficultés à recruter du personnel qualifié s'est accrue de 2,0 points à 37,0% par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. Dans le secteur tertiaire, cette part a diminué de 0,2 point à 28,5%.

Variation du nombre d'actifs occupés par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, par secteur économique, en pour cent, 1^{er} trimestre 2014 et 1^{er} trimestre 2015



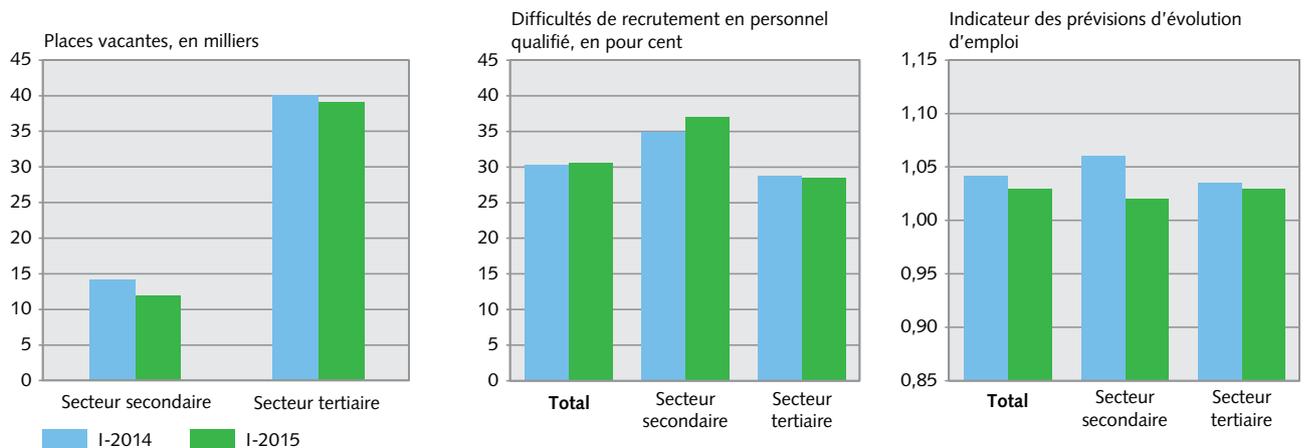
Source: SPAO

**Chômeurs au sens du BIT, en milliers, 1^{er} trimestre 2014 et 1^{er} trimestre 2015
Chômeurs inscrits et demandeurs d'emploi inscrits non-chômeurs, en milliers, mars 2014 et mars 2015**



Sources: CHOM-BIT/SECO

Places vacantes, difficultés de recrutement en personnel qualifié dans les secteurs secondaire et tertiaire et indicateur des prévisions d'évolution d'emploi*, 1^{er} trimestre 2014 et 1^{er} trimestre 2015



* L'échelle va de 0,50 (réduction) à 1,50 (augmentation), en passant par 1,0 (maintien).

Source: STATEM

Le marché du travail suisse en comparaison internationale

Le marché du travail suisse est performant en comparaison internationale. La Suisse a l'un des taux d'activité les plus élevés d'Europe. Le taux d'activité des femmes et la part d'actifs occupés à temps partiel sont nettement plus élevés en Suisse que dans la plupart des autres pays européens. Le taux de chômage au sens du BIT est en Suisse inférieur de près de moitié au taux moyen de l'Union européenne. Les salaires en Suisse, convertis en euros, sont plus élevés que dans les pays de l'UE. Si l'on convertit les salaires en standard de pouvoir d'achat pour tenir compte du niveau différent des prix, les différences sont cependant plus faibles.

Taux d'activité élevé en Suisse

Au deuxième trimestre 2014, le taux d'activité de la population de 15 ans et plus atteignait 68,5% en Suisse, soit l'un des taux les plus élevés en Europe. Seules l'Islande (82,6%) et la Norvège (71,2%) affichaient des taux d'activité supérieurs. Les pays voisins de la Suisse enregistraient des taux sensiblement inférieurs (Autriche: 61,7%; Allemagne: 60,2%; France: 56,2%; Italie: 49,0%). Après l'Italie, la Croatie et la Grèce présentent les taux les plus faibles d'Europe (51,9% les deux). La moyenne de l'UE28 se situe à 57,6%.

Forte participation des femmes à la vie active dans les pays nordiques

La participation des femmes à la vie active varie fortement d'un pays à l'autre. En Italie (39,9%) et à Malte (40,0%), deux cinquièmes des femmes sont actives, tandis que les pays nordiques présentent les taux les plus élevés (Islande: 78,8%; Norvège: 68,3%; Suède: 61,6%). En moyenne européenne, une femme sur deux est active (51,2%). La Suisse est dans le peloton de tête avec un taux de 62,4%. La participation des femmes à la vie active est certainement favorisée en Suisse par une offre importante d'emplois à temps partiel. Dans notre pays, 36,7% des actifs occupés travaillent à temps partiel (femmes: 59,9%). Seuls les Pays-Bas affichent une proportion plus élevée (50,7%; femmes: 77,1%). La part des actifs occupés à temps partiel est particulièrement faible en Bulgarie (2,5%; femmes: 2,8%) et en Slovaquie (5,1%; femmes: 6,9%).

Taux de chômage au sens du BIT relativement faible en Suisse

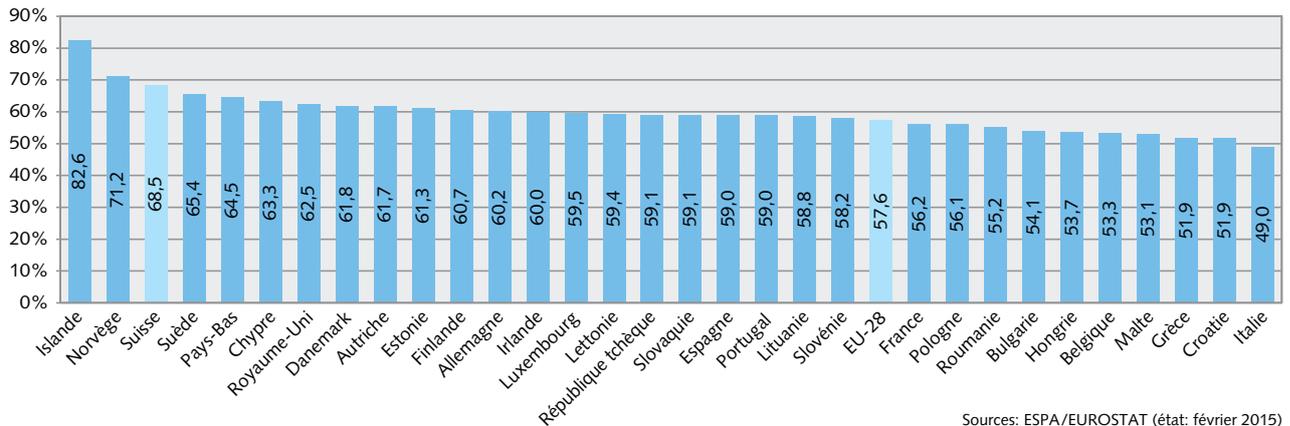
Entre le deuxième trimestre 2013 et le deuxième trimestre 2014, le taux de chômage au sens du BIT a augmenté de 0,3 point à 4,4%. Dans l'UE-28, on a observé parallèlement une légère baisse du chômage selon le BIT (de 10,8% à 10,1%). Le taux suisse est très bas en comparaison européenne; seule la Norvège affiche un taux encore plus faible (3,3%; -0,3 point). La Grèce et l'Espagne sont les pays d'Europe qui présentent les taux de chômage au sens du BIT les plus élevés, mais comparés à leur niveau du trimestre correspondant de l'année précédente, ces taux ont tous les deux reculé (Grèce: -0,7 point à 26,6%; Espagne: -1,6 point à 24,5%).

Les salaires en comparaison internationale

La comparaison des salaires annuels bruts moyens pour un poste en équivalent plein temps dans l'industrie et les services marchands (entreprises de 10 employés ou plus) met en évidence l'écart salarial existant parmi les pays de l'UE. Des différences marquées sont à observer non seulement entre les pays de l'UE-15 et les nouveaux pays membres entrés dans l'UE depuis 2004, mais également à l'intérieur des deux groupes de pays. Dans l'UE-15, un décalage subsiste entre les pays du nord et ceux du sud. En effet, en 2010 les salaires bruts annuels les plus élevés sont enregistrés au Danemark (51'485 euros), au Luxembourg (51'008 euros) et en Belgique (44'366 euros), les plus bas en Espagne (26'621 euros), en Grèce (25'696 euros) et au Portugal (17'193 euros). L'écart salarial augmente encore si l'on considère les nouveaux pays membres: en 2010 seuls Chypre (25'417 euros) et la Slovénie (20'495 euros) affichent des salaires supérieurs à 20'000 euros tandis que la Roumanie et la Bulgarie, pays devenus membres de l'UE en 2007, viennent clore le classement avec des salaires annuels bruts respectivement de 6048 et 4618 euros. Avec un salaire brut annuel de 63'549 euros, niveau influencé en partie par la force du franc, la Suisse figure en première position devant la Norvège (55'370 euros), autre État membre de l'AELE, et le Danemark.

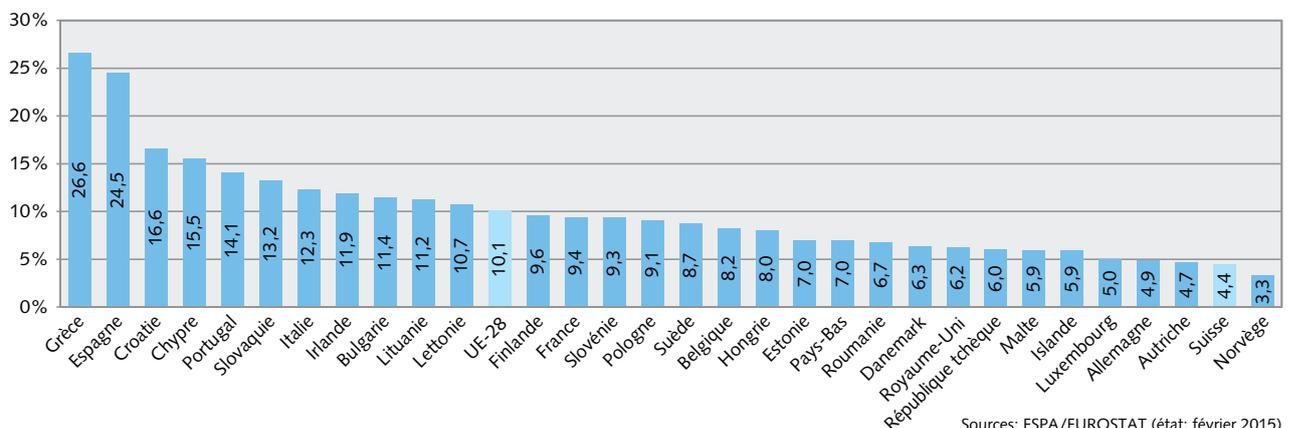
Afin de comparer des salaires qui traduisent de manière réelle leur pouvoir d'achat, les salaires exprimés en monnaie nationale doivent être convertis dans une devise commune artificielle appelée «standard de pouvoir d'achat» (SPA). La prise en compte des différences de niveaux de prix entre les pays nous amène à reconsidérer l'ampleur de l'écart salarial observé entre les pays. En effet, exprimés en euros, les salaires payés en Suisse (les plus hauts) sont 13,8 fois supérieurs à ceux payés en Bulgarie (les plus bas) alors qu'exprimés en SPA ils ne sont plus que 4,3 fois supérieurs. Si l'on considère les pays voisins, exprimés en euros, les salaires annuels payés en Suisse sont 1,6 fois supérieurs à ceux versés en Allemagne et en Autriche, 1,8 fois supérieurs à ceux payés en France et 2 fois supérieurs aux salaires de l'Italie. Par contre, lorsque la comparaison des salaires bruts moyens est faite sur la base de leur niveau en SPA, l'écart se réduit. Les salaires payés en Suisse ne sont plus que 1,2 fois supérieurs aux salaires payés en Allemagne, 1,3 fois supérieurs à ceux versés en Autriche, 1,4 et 1,5 fois supérieurs à ceux payés respectivement en France et en Italie.

Taux d'activité standardisé en Suisse et dans les Etats de l'UE et de l'AELE, en pour cent, 2^e trimestre 2014



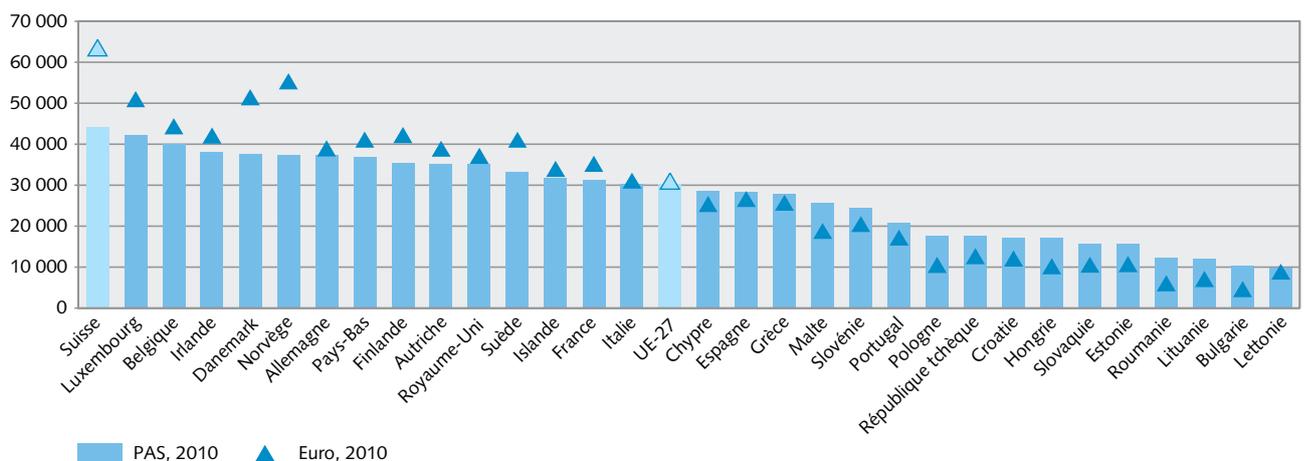
Sources: ESPA/EUROSTAT (état: février 2015)

Taux de chômage au sens du BIT, en Suisse et dans les Etats de l'UE et de l'AELE, en pour cent, 2^e trimestre 2014



Sources: ESPA/EUROSTAT (état: février 2015)

Salaire annuel brut moyen pour un emploi à plein temps¹. Entreprises de 10 employés ou plus, secteurs de l'industrie et des services marchands², Suisse et Etats de l'UE et de l'AELE, en PAS³ et en Euro, 2010



¹ Les montants sont calculés à partir des salaires des employés à plein temps et des employés à temps partiel (recalculés sur la base d'un taux d'occupation de 100%)
² Sections B à N de la NACE Rév.2
³ Les revenus exprimés en PAS (Pouvoir d'achat standard) suppriment les effets des différences de niveaux de prix entre les pays

Sources: ESS/EUROSTAT (état: avril 2015)

